

S O M M A I R E
F I N A N C I E R





REVENUS ET DÉPENSES



Revenus de placements

Les revenus que la Banque tire de ses placements ont totalisé 2,1 milliards de dollars en 2001, une hausse de 1,8 % par rapport à l'année précédente. Ils proviennent surtout des intérêts produits par le portefeuille de titres du gouvernement fédéral qu'elle détient principalement en contrepartie des billets de banque qu'elle émet. Les revenus nets versés par la Banque au gouvernement canadien se sont établis à 2,0 milliards de dollars en 2001.

Les revenus nets de la Banque ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de sa gestion. La Banque intervient sur les marchés financiers pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, lesquels sont largement fonction des taux d'intérêt. Le niveau des dépenses d'exploitation permet donc mieux de juger de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.

Dépenses d'exploitation

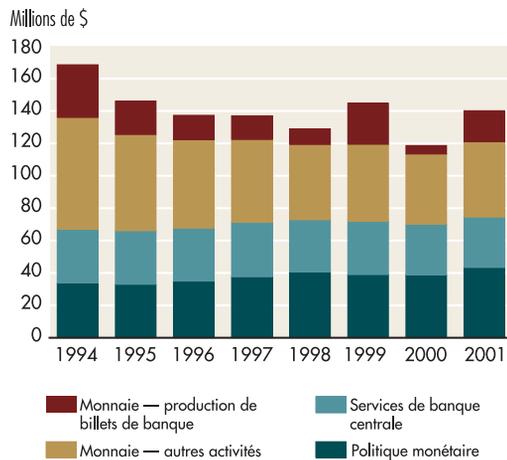
Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale

Au cours des dernières années, la Banque a procédé à une revue des activités relatives à ses trois grandes fonctions — la Politique monétaire, la Monnaie et les Services de banque centrale — afin de se concentrer davantage sur son rôle d'organisme chargé de la formulation de politiques publiques, sur les besoins de ses clients et sur l'efficacité et l'efficacité de ses opérations. De 1994 à 2000, les dépenses d'exploitation de l'institution dans chacun de ces secteurs d'activité ont diminué chaque année, sauf en 1999, où les préparatifs du passage à l'an 2000 ont occasionné des charges supplémentaires. La tendance générale à la baisse a cependant été inversée en 2001 pour répondre à de nouveaux défis.

En 2001, les dépenses d'exploitation liées à la fonction Politique monétaire se sont accrues de 4,6 millions de dollars, pour s'établir à 43,4 millions. Cette hausse résulte de l'affectation de ressources additionnelles au soutien de nouvelles initiatives de formulation, de mise en œuvre et de communication de la politique monétaire.

Dépenses d'exploitation

Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale



Les dépenses relatives à la fonction Monnaie ont atteint 65,6 millions de dollars en 2001, soit 17,1 millions de plus qu'en 2000. Cette augmentation tient principalement au fait que la Banque revient progressivement à un niveau plus normal de fabrication de billets, après la hausse des stocks que l'approche de l'an 2000 avait rendue nécessaire en 1999 et la baisse consécutive du nombre de billets produits en 2000.

Les dépenses qui se rapportent à la fonction Services de banque centrale sont demeurées plutôt constantes, se chiffrant à 31,1 millions de dollars en 2001. Les réductions de coûts enregistrées au chapitre de la gestion des titres destinés aux investisseurs institutionnels ont contrebalancé la montée du coût d'autres services.

En 2002, les dépenses d'exploitation associées aux trois grandes fonctions de la Banque devraient s'accroître. Cette majoration sera surtout attribuable à la poursuite du retour à un niveau normal de fabrication de billets, à la hausse des coûts de production des billets, plus sûrs, de la nouvelle série, à l'augmentation des effectifs nécessaire pour que certains travaux liés aux priorités stratégiques puissent

être entrepris, à la mise en application d'un plan antisinistre complet visant l'ordinateur central de la Banque et à divers autres projets d'automatisation.

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

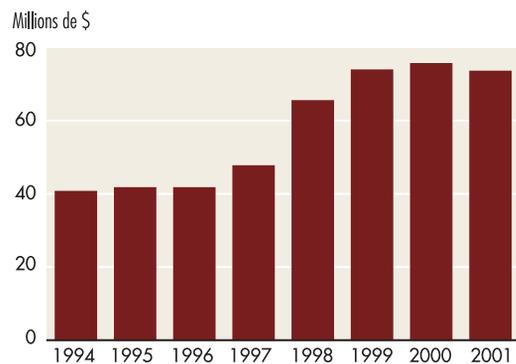
La Banque fournit des services administratifs à Placements Épargne Canada — l'agence du ministère des Finances chargée du programme de placement des titres au détail du gouvernement — depuis que celle-ci a été créée en 1996. Après avoir atteint 75,6 millions de dollars en 2000, les dépenses à ce chapitre ont diminué de 2,0 millions en 2001, pour s'établir à 73,6 millions. Cette réduction tient à la rationalisation des opérations liées aux titres au détail en vue de leur impartition en septembre 2001.

Du milieu de 2000 à la fin du troisième trimestre de 2001, la Banque a préparé activement l'impartition à EDS Canada des opérations liées aux titres au détail. La dépense non renouvelable de 23,2 millions de dollars qu'a occasionnée le transfert sera largement compensée par les économies qui seront réalisées au cours des prochaines années.

Toutes les dépenses qui doivent être engagées pour soutenir le programme de placement

Dépenses d'exploitation

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers



des titres au détail ainsi que celles qui se rapportent au transfert des opérations à EDS sont recouvrées auprès du gouvernement fédéral.

Restructuration des services généraux

La restructuration des services généraux actuellement en cours a pour objet de créer un mode intégré, économique et efficient de prestation de services qui soit adapté à la taille réduite de la Banque. Une analyse des différentes options de restructuration a été menée en 2001. Ce projet devrait s'achever en 2003 et coûter au total environ 27 millions de dollars.

Salaires

La Banque a pour stratégie d'offrir un programme de rémunération globale qui est concurrentiel par rapport à ses marchés de référence. Ce programme prévoit un traitement de base, des primes au rendement réoctroyables, des avantages sociaux flexibles et des mécanismes de reconnaissance.

En 2001, les dépenses salariales totales de la Banque ont baissé de plus de 11 % comparativement à 2000. L'impartition des opérations liées aux titres au détail au dernier trimestre de l'année a entraîné le passage de quelque 430 employés à EDS. La Banque a également eu besoin d'un moins grand nombre de contractuels en 2001 pour appuyer ses divers secteurs d'activité, les projets moins prioritaires relatifs aux services généraux ayant été retardés ou reportés pendant le processus de transfert.

Pour 2002, les dépenses salariales de la Banque devraient continuer à diminuer sous l'effet conjugué de l'impartition des opérations liées aux titres au détail, dont les répercussions se feront alors pleinement sentir, et de la restructuration des services généraux.

Dépenses salariales

Politique monétaire, Monnaie, Services de banque centrale et Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

